



1 Bulletin du mardi 23 septembre 2025

Guerre en Ukraine : l'innovation technologique et les drones redessinent le champ de bataille

La reconnaissance de l'État de Palestine par la France, officialisée par Emmanuel Macron lors de son discours à l'Assemblée générale de l'ONU le 22 août 2024, marque un virage majeur dans la politique étrangère française, rompant avec des décennies de prudence sur ce dossier explosif. Ce geste, salué par l'Autorité palestinienne comme « historique », s'inscrit dans un contexte géopolitique tendu : la guerre à Gaza, l'escalade des violences en Cisjordanie, et l'isolement croissant d'Israël sur la scène internationale. Macron a conditionné l'ouverture d'une ambassade française en Palestine à la libération des otages détenus par le Hamas, tentant ainsi d'équilibrer symbolisme et réalpolitik. À l'intérieur, la décision divise : la gauche (LFI, PS, EELV) y voit une « victoire » pour la paix, tandis que la droite (LR, RN) et une partie de la majorité présidentielle expriment des réticences, craignant une détérioration des relations avec Israël et les États-Unis. Les réactions israéliennes, bien que mesurées en apparence (aucune rupture diplomatique annoncée), laissent planer la menace de représailles ciblées, notamment sur la coopération sécuritaire entre le Mossad et la DGSE. Parallèlement, la France rejoint un mouvement européen croissant (Belgique, Luxembourg, Malte, Andorre), relançant le débat sur une solution à deux États, alors que les Palestiniens, eux, restent sceptiques : à Gaza, la priorité est la survie face à la famine, et en Cisjordanie, la colonisation israélienne se poursuit sans relâche. Ce choix français, à la fois moral et stratégique, pourrait aussi servir de levier pour relancer des négociations internationales gelées depuis des années.

Montée des tensions Israël-Gaza et risques de contagion régionale

Le procès de Cédric Jubillar, accusé du meurtre de son épouse Delphine en 2021, s'est ouvert début septembre 2024 devant la cour d'assises du Tarn dans une atmosphère électrique, près de trois ans après la disparition de la jeune infirmière, dont le corps n'a jamais été retrouvé. Jubillar, qui clame son innocence depuis le début, a maintenu sa version devant les juges, dénonçant une « machination » et pointant du doigt des « incohérences » dans l'enquête. L'affaire, devenue emblématique des « cold cases » français, repose sur des indices indirects (traces ADN, témoignages contradictoires, comportement suspect du mari) mais aucun « smoking gun ». Les audiences ont révélé les contrastes d'une personnalité décrite comme « insondable » : un homme à la fois charismatique et manipulateur, capable de pleurer en public tout en multipliant les mensonges. L'enjeu du procès est double : d'une part, établir la culpabilité au-delà du raisonnable doute dans une affaire sans cadavre ; d'autre part, comprendre les dysfonctionnements judiciaires (retards dans les perquisitions, erreurs de procédure) qui ont entaché l'enquête. L'opinion publique, largement convaincue de sa culpabilité après des années de couverture médiatique, pourrait influencer le verdict, alors que les avocats de la défense misent sur l'absence de preuve matérielle directe. Parallèlement, le procès soulève des questions sociétales sur les violences conjugales et les disparitions inexpliquées, dans un pays où une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son partenaire.

Reconnaissance de l'État de Palestine par la France : un tournant diplomatique sous tension

Voici une synthèse structurée des sujets les plus récurrents et marquants, classés par thème, avec un résumé contextualisé pour chacun. Les doublons ont été éliminés, et seuls les sujets les plus saillants (en termes de fréquence et d'impact) ont été retenus.

Affaire Jubillar : un procès sous haute tension médiatique et judiciaire

—

Crise des énergies renouvelables en France : entre opposition locale et enjeux climatiques

—

****Fusion Agrial-Terrena : la naissance d'un géant agroalimentaire français face aux défis mondiaux****

Deux ans et demi après l'invasion russe, la guerre en Ukraine est entrée dans une phase de « guerre d'usure technologique », où les drones – qu'ils soient kamikazes, de reconnaissance ou de contre-mesures électroniques – jouent un rôle décisif, mais sans pour autant offrir un avantage stratégique décisif à l'un des camps. En 2024, l'Ukraine a accéléré sa production locale de drones (notamment les modèles « Bura » et « UJ-22 Airborne »), tandis que la Russie mise sur des essaims de drones bon marché (comme les Shahed iraniens) pour saturer les défenses aériennes. Cette course à l'innovation, soutenue par des partenariats occidentaux (livraisons américaines de drones Switchblade, coopération franco-allemande sur les contre-mesures), a transformé la physionomie des combats : les frappes de précision remplacent les barrages d'artillerie, et les lignes de front deviennent plus mobiles. Cependant, ni Kiev ni Moscou ne parviennent à percer les défenses adverses, conduisant à une impasse militaire coûteuse en vies humaines et en ressources. Parallèlement, les attaques russes se multiplient hors d'Ukraine : l'incursion de 21 drones en Pologne (septembre 2024) a révélé les failles des systèmes de défense aérienne européens, tandis que les frappes sur des cibles logistiques en Roumanie et en Moldavie soulèvent le spectre d'une internationalisation du conflit. La rencontre entre Volodymyr Zelensky et Donald Trump en marge de l'ONU (septembre 2024) a relancé les spéculations sur un possible gel du conflit en cas de victoire républicaine aux États-Unis, alors que l'Europe peine à combler le vide laissé par le ralentissement de l'aide américaine.

****Course à l'IA : Nvidia et OpenAI au cœur d'une bataille aux enjeux géopolitiques****

La reconnaissance de la Palestine par plusieurs pays européens (France, Belgique, Luxembourg) en septembre 2024 a ravivé les tensions diplomatiques autour du conflit israélo-palestinien, alors que la guerre à Gaza entre dans sa deuxième année sans perspective de résolution. En Israël, le gouvernement Netanyahu, sous pression interne (manifestations massives contre la conscription des ultra-orthodoxes) et internationale (accusations de crimes de guerre à la CPI), a réagi avec modération aux annonces européennes, évitant une rupture diplomatique mais multipliant les signaux de fermeté : accélération des colonies en Cisjordanie, blocage des fonds palestiniens, et frappes ciblées contre le Hezbollah au Liban. Dans le même temps, les frappes israéliennes sur Doha (Qatar), en représailles au soutien présumé du pays au Hamas, ont perturbé les négociations d'armement dans le Golfe, où l'Arabie saoudite et les Émirats tentent un équilibrisme entre partenariat avec Israël et soutien aux Palestiniens. À Gaza, la situation humanitaire reste catastrophique (famine, épidémies), tandis qu'en Cisjordanie, les violences des colons et les raids de l'armée israélienne se multiplient, réduisant à néant les espoirs soulevés par les reconnaissances diplomatiques. Le risque d'une escalade régionale persiste, notamment avec l'Iran, qui continue de soutenir le Hamas et le Hezbollah, tout en évitant une confrontation directe avec Israël. La question palestinienne, reléguée au second plan par les crises ukrainienne et taïwanaise, redevient ainsi un enjeu central de la géopolitique mondiale, avec des répercussions sur les alliances occidentales et les équilibres au Moyen-Orient.

****Fusion nucléaire : entre promesses technologiques et défis industriels****

—